

- Précis tel qu'il apparaît dans le document.
- Précis écrit ou adapté par l'équipe du Bulletin de veille.

CANADA

INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES (IRPP)

Harvey Lazar, France St-Hilaire et Jean-François Tremblay, *Vertical Fiscal Imbalance: Myth or Reality?*, 9 octobre 2003, 20 pages.

<http://www.irpp.org/fr/index.htm>

Une analyse complète et en profondeur de la question du déséquilibre fiscal entre le fédéral et les provinces.

■ La question du déséquilibre fiscal et le sort des transferts fédéraux pour la santé étant au coeur des préoccupations des provinces et des discussions avec le gouvernement fédéral, cette étude passe en revue les arguments des gouvernements fédéral et provinciaux en ce qui concerne l'existence d'un tel déséquilibre. Les auteurs concluent que la situation financière actuelle du gouvernement fédéral semble nettement supérieure à celle des provinces. Bien que ceci puisse être interprété comme un cas de déséquilibre vertical, ils démontrent par ailleurs qu'il est fort difficile d'évaluer le degré exact de celui-ci. Cette étude est tirée d'un livre à paraître bientôt et intitulé *Money, Politics and Health Care: Reconstructing the Federal-Provincial Partnership*, publié conjointement avec l'Institut des relations intergouvernementales de Queen's University.

MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA

Ministère des Finances, *Dépenses fiscales et évaluations 2003*, 11 septembre 2003, 64 pages

http://www.fin.gc.ca/tocf/2003/taxexp03_f.html

Le rapport annuel des dépenses fiscales du Canada.

■ Ce document fournit des estimations et des projections à l'égard de dépenses fiscales définies de façon générale ainsi que des évaluations et des études descriptives sur les dépenses fiscales particulières. Cette année, le document comprend deux rapports de recherche. Le premier étudie les répercussions de l'évolution démographique projetée sur le coût futur des dépenses fiscales mesurées selon la méthode de la trésorerie et liées à des régimes de pension agréés et des régimes enregistrés d'épargne-retraite. Le second document analyse l'impôt fédéral sur le capital qui, comme l'annonçait le budget fédéral de 2003, sera éliminé sur une période de cinq ans.

Ministère des Finances, *Dynamiser les opérations de capital de risque au Canada*, septembre 2003, 4 pages.
http://www.fin.gc.ca/tocf/2003/svcc_f.html

Un résumé des mesures prises pour soutenir le marché des capitaux de risques au Canada.

■ Depuis quelques années, le Canada s'attache résolument à favoriser l'investissement de capital de risque, à stimuler l'entrepreneuriat et à rendre avantageux l'investissement au Canada. Ce bulletin fiscal offre un résumé des mesures adoptées par le Gouvernement du Canada afin d'accroître l'avantage concurrentiel du régime fiscal des sociétés et favoriser les investissements de capital de risque et l'entrepreneuriat.

Ministère des Finances, *Participation fédérale au financement des soins de santé : les faits*, octobre 2003, 4 pages.
http://www.fin.gc.ca/facts/fshc5_f.html

Selon le gouvernement fédéral, « les allégations répétées des provinces voulant que la participation fédérale au financement des dépenses en soins de santé soit d'entre 14 à 16 cents pour chaque dollar, et en baisse par rapport à 50 cents qu'elle était dans les années 1960, sont fausses ».

■ Dans ce document d'information technique, le Ministère des finances du Canada examine les revendications provinciales au sujet de l'appui fédéral en matière de soins de santé. Le document dresse aussi un portrait sommaire de la contribution du gouvernement fédéral par le biais du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), de la péréquation et des dépenses directes.

ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉTUDES FISCALES (ACEF)/CANADIAN TAX FOUNDATION (CTF)

Jinyan Li, *International Taxation in the Age of Electronic Commerce: A Comparative Study*, 2003, 660 p.
ISBN 0-88808-184-7
Pour commander: <http://www.acef.ca/whatsnew/pdf/TPSJinyanli.pdf>

Une analyse systématique et approfondie de la fiscalité du commerce électronique dans 6 pays, dont le Canada.

● The appropriate treatment of electronic commerce has been a hot issue in international taxation. This comparative study discusses how electronic commerce may be taxed under tax treaties and the domestic law of Canada, China, Hong Kong, Japan, Singapore, and the United States. These jurisdictions were selected for their collective dominance in electronic commerce and their different perspectives on international tax policy. The book also provides a systematic analysis of international tax theories, policy objectives, and fundamental concepts and principles, and examines the extent to which they remain valid in the digital age. After arguing that "everything we know about taxation is not yet wrong but is a little bit more wrong every day," the book suggests ideas for reforming the taxation of cross-border income. The book should be of interest to tax practitioners as well as to students of international taxation.

Harry M. Kitchen, *Municipal Revenue and Expenditure Issues in Canada*, Tax Paper no 107, 2003, 372 p. ISBN 0-888008-181-2

Pour commander : www.acef.ca/whatsnew/pdf/tp107.pdf

Un outil d'analyse indispensable en matière de politique fiscale municipale.

● Perhaps the most neglected area in the study of public finance in Canada is the municipal sector. This neglect was not surprising in the past when municipal responsibilities were limited and municipal budgets were relatively small. It is surprising today, however. Municipal responsibilities have grown and the services that municipalities now provide have become more and more important in the lives of every citizen. Yet provincial transfers to municipalities, traditionally a major source of municipal funding, have sharply declined. As a result, municipalities have had to make increasing use of their own limited array of fiscal tools—chiefly, property taxes and user fees. Meanwhile, as cities in Canada struggle to make ends meet, cities everywhere have become the major drivers of economic activity in an everexpanding and increasingly competitive global economy. Because the municipal sector's growing importance has failed to inspire a corresponding increase in the study of municipal finance, municipal officials often lack the information they need to deal appropriately with the issues that face them. This book attempts to help remedy this situation. It examines current practices in municipal finance, in an analytical framework that emphasizes efficiency, accountability, transparency, and fairness, and suggests some possible courses of fiscal innovation and reform at the level of local government.

INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL

Paul Daniel Muller, *Des services publics plus efficaces grâce au partenariat public-privé*, Note économique, septembre 2003, 4 pages.

http://www.iedm.org/etudes/etude25_fr.html

Une analyse qui conclut en faveur du partenariat public-privé, sujet d'actualité au Québec.

● Avec l'élection, à Québec, d'un gouvernement ayant déclaré son intention de revoir le modèle québécois, l'heure du partenariat public-privé (PPP) pourrait enfin être arrivée. La nouvelle présidente du Conseil du trésor a déclaré vouloir entreprendre une vaste opération de réingénierie de l'État, notamment en ayant recours plus fréquemment au partenariat public-privé. Des gestes avaient déjà été posés au cours des dernières années: le Conseil du trésor s'est par exemple doté en 1999 d'un Bureau des partenariats d'affaires (BPA). L'Institut pour le partenariat public-privé réunit les entreprises et les intervenants publics intéressés par ce mode de prestation des services. Dans le monde de la recherche, le CIRANO et le CEFRIO en ont étudié plusieurs facettes. Mais en dépit de toute cette activité intellectuelle, le Québec n'a pas jusqu'à présent fait appel au PPP autant que plusieurs pays de l'OCDE, ni même autant que plusieurs provinces canadiennes.

MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

Renforcer le programme de péréquation, Point de vue des ministres des Finances des provinces et des territoires, septembre 2003, 18 pages.

<http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/documents/publications/PDF/Perequation.pdf>

Les revendications communes des provinces face au fédéral, eu égard à la réforme du programme de péréquation.

■ Ce document porte sur la capacité du programme de péréquation de réduire les déséquilibres fiscaux entre les provinces. Dans sa forme actuelle, le programme de péréquation est de moins en moins en mesure d'atteindre son objectif constitutionnel. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, les droits de péréquation ont diminué en proportion du PIB sans que les disparités fiscales au Canada n'aient été significativement réduites. Les ministres des Finances des provinces et des territoires ont

identifié conjointement des propositions visant à renforcer le programme de péréquation : l'adoption d'une norme des dix provinces (plutôt que cinq actuellement, excluant l'Alberta et les quatre provinces Maritimes), et l'inclusion de l'ensemble des revenus des provinces dans le calcul des droits de péréquation, tout particulièrement les revenus découlant des frais à l'usager. Les provinces sont également préoccupées par l'impact déstabilisant de fluctuations importantes et imprévisibles des revenus de péréquation causées par des chocs de données et des changements méthodologiques aux assiettes fiscales qui ont souvent des impacts sur plusieurs années.

INSTITUT C.D. HOWE

Richard Bird, *Taxing Electronic Commerce: A Revolution in the Making*, C.D. Howe Institute Commentary, no 187, septembre 2003, 30 pages.

http://www.cdhowe.org/pdf/commentary_187.pdf

Les méthodes d'imposition du commerce électronique pourraient entraîner une abdication de la confidentialité et un effritement de la souveraineté fiscale.

● Few topics arouse more passion than taxation, and few subjects have led to more passionate discussion among tax experts in recent years than electronic commerce. The result has been a mountain of material from governments, international organizations, and pundits on the taxation of e-commerce. What does this new frontier in tax policy mean for Canadians? This Commentary argues that despite all the sound and fury of the international discussion about taxing e-commerce, the issues raised are as yet not too important for Canada. Owing largely to the adoption of the value-added-tax form of sales tax - the GST/HST, as well as the QST in Quebec - at both the federal level and in several provinces some years ago, Canada has an easier road to travel in this new era than either the U.S. or the European Union. Still, Canadians may have to face some fairly drastic changes in taxation to cope adequately with the new tax reality. First, all provinces should adopt the VAT form of sales tax. Secondly, the provinces are also going to have to work closely with the federal government to reform their apportionment rules. And, finally, the federal government is not only going to have to continue to monitor closely international developments in business taxation, but also in all likelihood over time make more basic changes in the international aspects of both consumption and, especially, income taxation than it seems as yet willing to contemplate. Tax experts, like most of us, may like a quiet life, but, as all pioneers soon learn, life on a frontier is seldom tranquil.

ÉTATS-UNIS

U.S. CONGRESS – JOINT COMMITTEE ON TAXATION

Joint Committee on Taxation, *Description of the Chairman's Mark of the "Jumpstart Our Business Strength (JOBS) Act"* (JCX-83-03), 26 septembre 2003, 126 pages.

<http://www.house.gov/jct/x-83-03.pdf>

Un document clair et détaillé pour comprendre les tenants et aboutissants du projet de loi sur l'élimination des subventions à l'exportation.

■ Ce document explique en détails le contenu du projet de loi présenté devant le Sénat américain en réponse aux décisions de l'OMC ayant jugé illégales les subventions à l'exportation des régimes de « foreign sales corporations » (FSC) et de « extraterritorial income exclusion » (ETI). Le projet de loi propose de remplacer le système ETI par une réduction de 3% pour les manufacturiers qui produisent des biens sur le territoire des États-Unis. Il propose également des modifications importantes aux règles d'imposition internationale et d'autres modifications législatives. Les États-Unis doivent modifier leur législation avant le 1^{er} janvier 2004 pour éviter des sanctions économiques de 4 milliards \$ de la part de l'Union Européenne.

Des documents subséquents proposant des modifications au projet de loi sont également disponibles sur le même site : <http://www.house.gov/jct/pubs03.html>

Pour consulter le texte du projet de loi en question (S. 1637) (58 pages) : http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi?dbname=108_cong_bills&docid=f:s1637is.txt.pdf

TAX POLICY CENTER (URBAN INSTITUTE – BROOKINGS INSTITUTION)

William G. Gale, *Distribution of Federal Taxes and Income, 1979-2000*, 29 septembre 2003, 1 page. <http://www.taxpolicycenter.org/research/Topic.cfm?PubID=1000566>

Un tableau instructif quant à l'évolution de la distribution des revenus et des impôts aux États-Unis.

■ The table shows that the federal tax system was progressive in both 1979 and 2000 — average effective tax rates (ETRs) rose with income. During that time, the ETR rose on an overall basis, but fell in almost every income group. Meanwhile, the allocation of federal tax payments shifted toward higher-income households because their income rose dramatically. In fact, the pretax income of high-income groups rose so fast that, despite their increasing share of tax burdens, their after-tax income rose substantially faster than other groups.

Elaine Maag, *A Brief History of Marginal Tax Rates*, 1^{er} septembre 2003, 1 page. <http://www.taxpolicycenter.org/research/Topic.cfm?PubID=1000559>

Un tableau intéressant sur les taux marginaux d'imposition selon la tranche de revenus aux États-Unis, démontrant l'importance d'aller au-delà du taux marginal statutaire.

■ Increasingly, lawmakers have used the income tax system to target benefits for low-income families. Since the benefits phase out with income, they can create large implicit surtaxes in certain income ranges. Comparing families at the same point in the income distribution from 1955 through 2003, we find that those families at one-half the median income face generally increasing marginal tax rates. In 2003, the introduction of the refundable child tax credit (effectively a negative income tax in the phase-in range) and the expansion of the 10 percent bracket reduced marginal rates for this group to 36.36 percent, a rate higher than that faced by families at the median and twice the median income level. Recent tax law changes enacted in 2001 and 2003 lowered effective marginal rates for families at twice the median income, while leaving marginal rates for families at the median income level unchanged.

Leonard E. Burman, Mohammed Adeel Saleem, *Hidden Taxes and Subsidies*, 15 septembre 2003, 1 page. <http://www.taxpolicycenter.org/research/Topic.cfm?PubID=1000561>

En complément du précédent, ce tableau illustre bien l'effet, sur le taux marginal d'imposition, de la disparition graduelle des avantages fiscaux en fonction du niveau de revenus.

■ Statutory and effective marginal tax rates differ because some tax benefits phase in or phase out with income, deductions may be limited by income, and certain taxes phase in with income. These hidden taxes and subsidies are quite common, and have become more so in recent decades. As a result, almost one in three tax-filing units (32 percent) face an effective tax rate above or below their statutory rate. Although 10 percent face actual tax rates lower than the statutory rates, 22 percent face higher tax rates.

Leonard E. Burman, *Is the Tax Expenditure Concept Still Relevant?*, 2 septembre 2003, 22 pages.
http://www.taxpolicycenter.org/UploadedPDF/410813_NTA_Tax_Expenditure.pdf

Un excellent résumé des divers arguments avancés dans (l'éternel) débat sur l'opportunité et les méthodes de mesure des dépenses fiscales.

● The term “tax expenditure” refers to departures from the normal tax structure designed to favor a particular industry, activity, or class of persons. Most budget experts view the tax expenditure budget as a useful tool in managing the size and scope of the federal government, but a growing contingent of conservative critics has raised questions about the concept. The paper examines tax expenditure measurement issues, the debate about their relevance and new measures tentatively explored by the Bush Administration’s Budget, the way tax expenditure estimates are used in the U.S., and how they might be made more useful.

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE

Elizabeth Pinkston, David Moore, Roger Hitchner, *The Past and Future of U.S. Passenger Rail Service*, septembre 2003, 53 pages.
<http://www.cbo.gov/showdoc.cfm?index=4571&sequence=0>

Une analyse des questions relatives au financement des transports publics et des solutions qui peuvent être envisagées. Comme ces questions se posent également de ce côté-ci de la frontière, il y a matière à réflexion et peut-être à inspiration.

■ The National Railroad Passenger Corporation (also known as Amtrak) has been in a shaky financial condition ever since it was created by the federal government more than 30 years ago. Although Amtrak was established as a private, for-profit company, it has needed – and received – federal subsidies every year since it began providing service in 1971. The Congress will soon again face the issue – as it has throughout Amtrak's history – of what the goal should be for an intercity passenger rail program. Should service be operated only where it can make a profit (or at least cover operating expenses)? Or should the federal government also commit to subsidizing money-losing trains to meet a perceived need for public transportation? Given that some service is unlikely ever to be able to cover its operating costs, are there other organizational or institutional arrangements that could offer service at a lower cost to taxpayers? This study reviews past policies toward Amtrak and the fundamental economics of passenger rail service. The review suggests that there are only limited conditions under which passenger rail service in the United States could be economically viable without subsidies. This study also explores the implications of four options for future federal support of passenger rail, ranging from eliminating federal subsidies to funding a massive expansion of rail service. The study also analyses policy options in terms of their impact on taxpayers.

Dennis Zimmerman, G. Thomas Woodward, Roberton Williams, *Economic Issues in Taxing Internet and Mail-Order Sales*, octobre 2003, 36 pages.
<ftp://ftp.cbo.gov/46xx/doc4638/10-20-InternetTax.pdf>

Une étude de l'impact des taxes de vente sur les transactions à distance par internet : avantages et inconvénients.

● The collection of state and local sales and use taxes when individuals purchase items over the Internet or from other remote sources is an issue that is now before the Congress. The Internet Tax Freedom Act of 1998 established an Advisory Commission on Electronic Commerce to make recommendations about Internet taxation, including whether to require retailers to collect sales taxes on Internet purchases. But the commission made no formal recommendations, and the issue has remained unresolved. This paper uses an economic framework to evaluate the various arguments that have been advanced by proponents and opponents of remote collection of sales taxes. In keeping with CBO’s mandate to provide objective analysis, the report makes no recommendations.

AMERICAN BAR ASSOCIATION

Steven M. Rauser, « *Clearing the Hurdles: Are State Tax Incentives Worth the Effort?* », dans *The State and Local Tax Lawyer*, septembre 2003 .

<http://www.abanet.org/tax/pubs/saltl/saltl03/rau.html> (résumé seulement, texte intégral sur commande (120\$))

Dans une perspective canadienne, l'analyse de l'efficacité des incitatifs fiscaux pour attirer les entreprises et les investisseurs sur un territoire est particulièrement intéressante.

■ It is no surprise that every state in the country offers some form of tax incentive in an effort to entice the next multimillion dollar company to locate its operations within the state. However, as state legislators race to draft new and innovative incentive schemes, they face two formidable hurdles. First, legislators must confront the issue of whether incentives are effective instruments in luring businesses into the state. Assuming legislators clear the first hurdle of deciding whether offering tax incentives is economically sound, the next issue confronting legislators is constitutionality under the Commerce Clause. Examination of these two obstacles is imperative anytime a state considers drafting tax incentive legislation. As a result, this Article addresses both issues.

INTERNAL REVENUE SERVICES (IRS)

Internal Revenue Service, *IRS and States Announce Partnership to Target Abusive Tax Avoidance Transactions*, Communiqué de presse, 16 septembre 2003, 2 pages.

<http://www.irs.gov/newsroom/article/0,,id=112866,00.html>

Le gouvernement fédéral américain et plus de 40 États unissent leurs efforts et partagent leurs informations pour contrer l'évasion fiscale.

■ Internal Revenue Service and state tax officials today announced the establishment of a new nationwide partnership to combat abusive tax avoidance. Under agreements with individual states, the IRS will share information on abusive tax avoidance transactions and those taxpayers who participate in them. The agreements creating this partnership are designed to enable both state and federal governments to move more aggressively in the fight to ensure all taxpayers pay their fair share. Forty states and the District of Columbia join the IRS today in announcing the signing of agreements.

MULTISTATE TAX COMMISSION

Dan Bucks, Elliott Dubin and Ken Beier, *Revenue Impact on State and Local Governments of Permanent Extension of the Internet Tax Freedom Act*, 24 septembre 2003, 4 pages.

<http://www.mtc.gov/ITFAestimates092403.pdf>

La loi fédérale, qui vise à interdire aux États d'imposer des taxes sur la fourniture de services de branchement à internet, ratisse trop large : elle risque d'avoir pour effet de prohiber toute taxe locale sur l'industrie des télécommunications.

■ The Internet tax moratorium passed by the U.S. House of Representatives on September 17, 2003 would end up reducing state and local revenue collections by at least \$4 billion and as much as \$8.75 billion annually by 2006, rather than the \$500 million estimated cost under the legislation's narrower original focus. The prospect of unintended – but no less staggering – new multi-billion-dollar losses for local and state governments would result from language in the House bill, H.R. 49, that courts could interpret as providing a blanket exemption from non-federal taxes for the telecommunications industry, granting it

an unprecedented “church”-like status. According to this study, H.R. 49 will eventually exempt all or nearly all of the telecommunications industry from major state and local taxes: sales, excise, income, property and other taxes. The date when the virtual exemption from state and local taxes occurs depends on the speed at which the industry completes the conversion of its services to the Internet – a technological change now clearly underway.

Model Regulations, Statutes and Guidelines, mises à jour septembre 2003, 184 pages.

www.mtc.gov/news&vws/09-2003REGSpubFINAL.pdf

Le MTC propose des modèles de lois, règlements et règles d'application aux États, afin d'uniformiser les systèmes fiscaux étatiques sur une base volontaire.

● A publication of Uniformity Recommendations to the States by the Multistate Tax Commission. This publication represents the concrete product of the Commission's Member States' efforts, over the course of three decades, to devise fair and administrable rules to assist multistate and multinational taxpayers in complying with State taxation of their activities. The Commission's model regulations, statutes and guidelines are no more than uniformity recommendations to the States. No State, not even a Compact Member State, is bound by the Commission's adoption of a uniformity proposal. If a State voluntarily chooses to adopt a MTC model provision, it must do so through its normal adoption procedures.

HOOVER INSTITUTION

Alvin Rabushka, *Could a Degressive Tax Be Better Than a Flat Tax?*, Hoover Institution weekly essays, 20 octobre 2003, 3 pages.

<http://www-hoover.stanford.edu/pubaffairs/we/2003/rabushka10.html>

Un impôt à taux dégressif permettrait d'attirer les très riches contribuables en leur offrant un taux marginal inversement proportionnel au niveau de revenus.

● Most current tax systems, including the United States income tax, have built-in disincentives to work, save, and invest. As rising incomes are taxed at progressively higher rates, some individuals choose more leisure over additional effort. I have argued that disincentives to work, save, and invest should be removed via a flat tax. But why not go a step further and improve incentives across the board by creating a degressive tax?

INTERNATIONAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

Derniers développements concernant l'accès aux renseignements bancaires pour contrer la fraude fiscale.

OCDE, *Amélioration de l'accès aux renseignements bancaires à des fins fiscales - Conclusions du Conseil sur le projet de recommandation*, 22 septembre 2003, 127 pages.

http://www.ocde.org/document/43/0,2340,fr_2649_201185_15091819_1_1_1_37427,00.html

■ Le 18 septembre 2003, le Conseil de l'OCDE a examiné un projet de Recommandation sur l'amélioration de l'accès aux renseignements bancaires à des fins fiscales. Le conseil a noté que 28 pays Membres pouvaient accepter la compréhension

commune de la fraude fiscale et que 26 pouvaient convenir de prendre les initiatives appropriées pour assurer d'ici au 31 décembre 2005 l'accès aux renseignements bancaires aux fins de vérification de la dette fiscale et à toute autre fin d'administration fiscale.

Des informations complémentaires sur ce sujet sont disponibles dans le Rapport d'étape 2003, « Améliorer l'accès aux renseignements bancaires à des fins fiscales », 24 pages : <http://www.ocde.org/dataoecd/4/63/14986175.pdf>

EUROPA – UNION EUROPÉENNE EN LIGNE

Ulf Johansson, Claudius Schmidt-Faber, *Les taxes environnementales dans l'UE : 1980-2001 – Les premiers signes d'une réforme fiscale « verte »*, septembre 2003, 8 pages.

http://europa.eu.int/comm/taxation_customs/publications/other/ksnq03009_fr.pdf

Les recettes des taxes environnementales en Union Européenne ont augmenté de 335% entre 1980 et 2001, mais cette croissance s'est récemment ralentie pour pratiquement cesser en 2001.

■ Cette étude analyse les principales tendances des recettes fiscales environnementales au cours de la période 1980 à 2001 dans les Etats membres de l'Union européenne. Les taxes environnementales incluent les taxes sur l'énergie, les transports, la pollution et les ressources. On constate notamment une récente diminution de la part des écotaxes dans le total des impôts et dans le PIB, et ce après une augmentation constante depuis 20 ans, ainsi que les premiers signes d'un transfert relatif de la fiscalité sur le travail vers les taxes environnementales.

FRANCE

COUR DES COMPTES

Conseil des impôts, *La fiscalité dérogatoire : pour un réexamen des dépenses fiscales, XXIe rapport au Président de la République*, septembre 2003, 218 pages.

<http://www.ccomptes.fr/organismes/conseil-des-impots/rapports/fiscalite-derogatoire/rapport.pdf>

Une volumineuse étude sur les dépenses fiscales et des propositions visant la simplification des règles dérogatoires au système fiscal français.

■ Dans leur acceptation actuelle, les dépenses fiscales recouvrent deux types de mesures de natures distinctes : les allègements structurels, qui font partie de l'équilibre général de l'impôt, et les instruments de politique publique rattachables à des objectifs de nature non exclusivement fiscale. Le Conseil a centré ses travaux sur cette deuxième catégorie, plus sensible, et analysé de façon détaillée les secteurs suivants, dans lesquels la fiscalité joue un rôle essentiel : politiques en faveur du logement, de l'épargne, des familles, des personnes âgées ou handicapées, de l'emploi, de la recherche et de la formation professionnelle, de la création d'entreprise, de l'aménagement du territoire (métropole et outre-mer), des entreprises de certains secteurs et de l'environnement. Pour compléter ces analyses, le Conseil a en outre procédé à des comparaisons internationales, notamment auprès de l'Allemagne, des États-Unis, et du Royaume-Uni. Le Conseil des impôts formule douze propositions en vue d'améliorer la connaissance des dépenses fiscales, de mieux encadrer le recours à ces dispositifs et de rechercher une fiscalité plus simple, plus juste et plus efficace.

Pour le dossier de presse (abrégé), 1 page : <http://www.ccomptes.fr/frameprinc/frame04.htm>

Équipe de rédaction du Bulletin de veille

Marie-Pierre Allard, Gilles N. Larin, Denys Allain, Marc Bachand, Dominic Castonguay, Marc Desjardins, Mélanie Dolbec, Amélie Guimont, Pierre-Louis Le Saunier, Hélène Oigny